

L'ACTION ANTI-MAÇONNIQUE

ORGANE MENSUEL DE PROPAGANDE CONTRE LES SOCIÉTÉS SECRÈTES

RÉDACTION ET BUREAUX

Ligue « Le Franc-Catholique », 11 bis, Rue Portalis — PARIS (8^e)

Abonnement annuel : 5 francs

C/c postaux : 1637-99 Paris

LA F. -M. ET LA C. G. T.

La C.G.T. est le plus ferme soutien du Ministère Blum depuis sa constitution. C'est grâce à elle que le Juif de l'Hôtel Matignon a pu bouleverser toute l'économie française et imposer à nos compatriotes des réformes qu'il ne demandaient pas et dont, souvent, ils ne voulaient pas. Le Ministère des Masses l'exigeait, disait-il. Au début de son expérience, il ajoutait même : « Nous ne savons pas d'où viennent les ordres de grève et d'occupation d'usines, M. Jouhaux ne le sait pas non plus. »

Depuis le 11 juin, il n'ose plus faire ce mensonge, car le « mystérieux chef d'orchestre » a été découvert par la presse nationale et chacun sait maintenant qu'il loge à l'ambassade des Soviets, rue de Grenelle, bien que, pour créer un alibi, les agents de Moscou aient chargé les Trotskystes de toute la responsabilité des mouvements révolutionnaires de juin.

Ce que ne dit pas non plus le F. : Léon Blum, c'est que la pression exercée par la C.G.T. sur le Ministère ne lui a pas été imposée malgré lui, mais qu'elle a été concertée dans le secret des Loges, et depuis fort longtemps.

La première fois, à notre connaissance, que de hauts dignitaires Maç. : aient préconisé l'application du plan de la C.G.T. remonte à 1927 et c'est le F. : LEBLANC, rapporteur de la Commission de la Nationalisation au Convent de la Grande Loge, qui a posé le principe d'une collaboration de la F. -M. : avec la C.G.T. en vue de la socialisation de l'Economie française.

Séduit par cette idée, le G. : O. : s'est demandé à son convent de 1932 s'il ne conviendrait pas d'obliger tous les Français à s'inscrire à la C.G.T. Il est arrivé à cette conclusion que le droit de vote serait reconnu aux seuls titulaires d'une carte syndicale. C'est, bien entendu, au nom de la « Liberté » que cette obligation leur serait imposée.

On croira que nous plaisantons. Comme nous

n'inventons rien, nous tenons à reproduire le passage du convent du G. : O. : de 1932, relatif au syndicalisme, bien qu'il soit un peu long :

« La question posée par le Convent de 1931 est accompagnée de directives qui semblent indiquer un désir d'action progressive permettant d'introduire dans notre démocratie les redressements in-



Un franc-maçon anglais

dispensables à l'émancipation sociale au moyen de l'activité syndicaliste.

La plupart des rapports des Ateliers ont suivi ces directives, les uns par l'élaboration de programmes d'organisation économique, s'adaptant aux organisations politiques actuellement en vigueur ; les autres en préconisant nettement l'avènement d'un pouvoir économique émanant des syndicats mêmes allant jusqu'à annihiler le Parlement politique et freinant la liberté individuelle par une obligation nouvelle.

Certains Ateliers se sont posés la question de savoir s'il était licite de substituer, à la base de notre démocratie, la conception du groupe à la conception individuelle et se sont demandés s'il était désirable d'attenter par le syndicalisme obligatoire à cette liberté individuelle pour laquelle nos pères ont si vaillamment combattu.

Ils ont, en général, penché pour l'affirmative en observant que le groupement était la condition même de l'évolution sociale ; et que, si notre démocratie était à ce point combattue par les puissances d'argent, c'était, précisément, parce que le citoyen s'offrait, isolé, aux actions concertées des syndicats patronaux, des cartels et des trusts.

C'est dans cet ordre d'idées qu'un nombre imposant d'Ateliers s'est rallié à l'éventualité du syndicalisme obligatoire, estimant que si le citoyen a, de sa qualité même, des obligations civiques, telles que le paiement des impôts, le service militaire, les Assurances sociales, il ne devrait pas hésiter à s'imposer, pour le salut de la démocratie et pour la sauvegarde même de sa liberté — une obligation nouvelle en vertu de laquelle nul ne pourrait être électeur s'il n'est pourvu — en sus des conditions actuellement imposées par la loi — d'une carte syndicale.

La plupart des Ateliers ont vu dans cette obligation une possibilité immédiatement réalisable de donner à l'idée syndicale un dynamisme indispensable et capable, en l'état actuel des choses, d'amener des éléments syndicaux, en nombre imposant, aux bancs du Parlement.

Il n'est pas douteux, en effet, que sans avoir besoin d'étendre l'obligation syndicale aux candidats députés, celle-ci se trouvera implicitement posée, puisque tout député est nécessairement électeur.

L'importance de la syndicalisation des citoyens à la base de la démocratie économique ne saurait nous échapper, puisque c'est de ce stade que doit

partir de bas en haut, de l'avis de la majorité des Ateliers, toute l'organisation économique nationale depuis le syndicat cellule jusqu'au Conseil national économique. » (Convent du G. : O. : de 1932, p. 150-152).

Nous comprenons maintenant pourquoi le gouvernement du F. : Blum refuse de traiter avec les syndicats libres et pourquoi les délégués de la C.G.T. ont fait rouler de coups les ouvriers récalcitrants et leur ont arraché l'affiliation à leur organisation.

La F. : M. : sent la désaffection qui frappe le Parlement. Elle craint qu'il ne tombe brusquement aux mains d'un parti nouveau, inspiré du fascisme.

Elle s'est emparée de l'idée qui a l'air de vouloir faire fortune et fait du « fascisme » pour son propre compte. L'Etat totalitaire, elle est en mesure de le créer. Il suffit d'abandonner progressivement les radicaux (ils représentent un libéralisme désuet) et de fournir les serviteurs de l'Ordre nouveau, de l'Etat corporatif que chacun appelle de ses vœux. Ces serviteurs, elle les puisera à la C.G.T..

Les Français ont trop le goût de leurs libertés pour céder au chantage du Front populaire.

Ils dénonceront la collusion de la C.G.T. avec les puissances occultes et défendront leurs syndicats professionnels, étrangers à la politique, par tous les moyens.

Ils ne céderont, ni aux porteurs de truelles..., ni aux porteurs de faucilles et de marteaux.

Les Français ne sont pas des esclaves qu'on mène au Knout !

Tous les renseignements désirables sur les rapports de la C. G. T. avec la F. : M. : et les Internationales socialistes sont donnés par M. Georges OLLIVIER dans sa brochure sur *La F. : M. : et la C.G.T. dans l'économie française*. (En vente aux bureaux de la Ligue, 11 bis, rue Portalis, Paris 8^e : l'exemplaire, 2 fr. 50 ; conditions spéciales par quantités).

Le F. : Dimitri NAVACHINE

Le 26 janvier, les journaux du soir annonçaient que M. Navachine, économiste renommé, avait été trouvé assassiné, le matin, au bois de Boulogne par un inconnu.

Les semaines ont passé, M. Navachine est oublié et son assassin n'a pas été retrouvé.

Encore une affaire étouffée ! Comme une nouvelle chasse l'autre, le gouvernement du Front populaire n'aura pas à expliquer l'affolement qui le poussa à faire annoncer à la première page des grands journaux d'informations la mort de cet « économiste réputé » que seuls connaissaient quelques hommes très au courant de la politique et les chefs d'entreprises désireux de traiter des affaires avec l'U.R.S.S. ; puis le silence absolu qui suivit la demi-douzaine d'articles de *L'Œuvre*, du *Populaire* et de *L'Humanité* sur la responsabilité de la Gestapo dans le crime.

— 50.000 F. : M. : sont les maîtres
de 40 millions de Français ?

— Lisez : COMMENT LA F. : M. :
TIENT LA FRANCE.

L'exemplaire, 0.50 ; les 10, 4 francs
le 100, 30 francs

Une interview de M. de Monzie.

L'explication, on en trouvait un commencement dans *La République*, où M. Pierre Dominique écrivait que Navachine était « quelque chose comme un initié politique » et dans l'interview donnée au *Figaro* par M. de Monzie, où celui-ci disait : « *Navachine n'offrait aucune prise aux haines politiques. Il n'était pas militant, si ce n'est comme franc-maçon : il appartenait, en effet, à la maçonnerie du rite écossais et le proclamait très haut sans pourtant marquer aucun sectarisme, mais dans un esprit de véritable religiosité.* »

M. de Monzie connaît trop les arcanes de la politique pour n'avoir pas voulu faire éclater une bombe en employant ce langage sibyllin.

Le souci de sa sécurité personnelle l'empêchait d'en dire plus long, mais, en quelques mots, il posait le problème soulevé par l'assassinat du Bois de Boulogne : la guerre sourde du Rite écossais contre le communisme dont il a essayé de jouer jusqu'à ces derniers mois ; la froide exécution de l'agent communiste devenu l'un des « tireurs de ficelles » de la F. L. M. écossaise, aujourd'hui abhorrée par Moscou.

La presse gouvernementale se garda bien de commenter la déclaration de M. de Monzie.

Les gens de gauche, qui se posent en champions de la démocratie, ne tiennent pas à expliquer aux peuples par quelles puissances secrètes ils sont menés, ni comment ces puissances font leurs règlements de comptes.

Nos ancêtres avaient plus de franchise. J'avoue que, dans l'ordre criminel, je trouve à Henri III plus de « chic » qu'à M. Staline, Henri III avait au moins le front de charger ouvertement les « quarante-cinq », de poignarder le duc de Guise au château de Blois et de veiller à l'exécution de ses ordres d'un escalier dérobé ! Le dictateur russe laisse au *Guépéou* le soin de faire exécuter ses basses œuvres par d'obscurs agents que tout le monde désavoue. Il ne « sait » pas, Il n'est pas « compromis ».

Toutes les circonstances de la vie de Navachine l'accusent cependant.

Navachine, menchevik, devient bolchevique.

Celui-ci n'était pas bolchevik à l'origine. C'est le fils d'une juive et d'un russe orthodoxe distingué (Son père était botaniste et directeur de l'Université de Kiev). Il avait dix-sept ans quand Kerensky, frappé par son intelligence, se l'attacha.

Au lendemain du coup d'état bolchevique, il jugea plus prudent de fuir et se réfugia à Stockholm, puis à Paris.

Les Bolcheviques souffraient cruellement d'avoir détruit les élites russes. Très rapidement, ils s'efforcèrent de rallier les techniciens dont les opinions pouvaient s'accommoder aux leurs.

Navachine fut de ceux qu'on alla chercher. On lui confia une première mission secrète lors de la Conférence de Gênes. On nous a dit qu'ensuite, il avait été expédié à Londres, mais que la perquisition de la police anglaise à l'agence *Arcos* l'avait obligé à franchir la Manche et à chercher fortune à Paris.

La Banque Commerciale pour l'Europe du Nord.

C'est encore un fait que les informateurs officiels omettent systématiquement. Ils se contentent d'avouer son passage à la direction de la *Prom Bank* (établissement d'Etat qui centralisait toutes les opérations et tous les renseignements relatifs au commerce extérieur de l'U.R.S.S.), puis à celle de la *Banque commerciale pour l'Eu-*

rope du Nord, la banque des soviets sise, à Paris, avenue de l'Opéra.

Navachine devait ce dernier poste à Piatakov que Staline faisait juger en janvier dernier. En même temps, il recevait le titre de conseiller de la délégation commerciale soviétique en France.

Le journal russe édité à Paris, *Les Dernières Nouvelles*, a défini assez exactement, le 10 septembre 1930, les fonctions exactes que ces titres dissimulaient et *Le Matin* a rappelé fort opportunément, le 26 janvier 1937, qu'un incident du procès des fausses traites soviétiques avait permis à la Cour de se rendre compte que la banque de l'avenue de l'Opéra ne se contentait pas de faire des opérations financières et se livrait à un discret, mais efficace travail d'espionnage.

En 1930, Navachine avait perdu la confiance de Staline. Toutefois il nous est permis de le supposer, puisqu'il n'accepta pas le poste supérieur que lui offrait le gouvernement moscovite et préféra, pour sauver sa peau, sans doute, rester à Paris.

Navachine F. L. M.

C'est alors que s'ouvre la période la plus mystérieuse de son existence. Il se camoufle en économiste distingué, reçoit des visites très diverses. Des hommes d'affaires ont recours à ses lumières, des hommes politiques... Pourquoi tant d'hommes politiques, et d'opinions si différentes ? M. de Monzie, M. Spinasse, M. Forgeot, M. Paul Reynaud, d'autres encore. Qui permet, au demeurant, à cet économiste, à qui l'on ne connaît aucune fortune, d'habiter un petit hôtel à Auteuil et de vivre sur le pied de 150.000 francs par an ?

Ce n'est, certes, pas son gros ouvrage sur *La crise et l'Europe économique*, qui lui fournit de telles ressources.

Le Grand Secrétaire de la Grande Loge de France pourrait, sans doute, éclairer la Justice sur ce point. Peut-être pourrait-il nous dire aussi les raisons de la brusque ascension du F. L. M. Navachine, membre de la L. Les *Amitiés Internationales*, du 18° au 30° degré. Il a de bonnes raisons pour connaître, mieux que nous encore, l'activité maç. de son ami M. de Monzie à cette activité un caractère mystique. Ce n'est pas ainsi qu'elle apparaît aux lecteurs profanes des feuilles des Loges. Navachine ne parlait jamais à la G. L. et au *Droit Humain* que de questions financières.

De même, c'est à sa connaissance très profonde des problèmes économiques que faisaient appel le Comité du Plan, les rédacteurs de *La République* et les Techniciens de Gauche.

L'habileté de Navachine était de préconiser un capitalisme d'Etat, qui aurait laissé subsister, au moins pendant une phase intermédiaire, la petite entreprise d'industrie et de commerce.

Ainsi, il pouvait dire aux communistes que son système lui permettait d'étrangler le capitalisme sans qu'il s'en doute ; aux capitalistes qu'ils avaient avantage à la socialisation, l'Etat faisant d'eux des « gestionnaires » et

On doit sentir
la Maçonnerie partout
on ne doit la
découvrir nulle part.

(Convent du G. L. O. 1922).

prenant à sa charge les pertes éventuelles de leurs affaires ; aux petits patrons qu'il ne voulait pas leur mort. Cependant il détruisait la propriété privée.

Chose étrange au premier abord, ce doctrinaire du communisme est, en quelque sorte, une victime du Front populaire.

Celui-ci a développé en Europe une tendance révolutionnaire qui doit logiquement aboutir au triomphe de la III^e Internationale. C'est un fait que les alliances secrètes maç. et économiques qui gouvernent les peuples depuis si longtemps ne peuvent admettre. Elles tolèrent une entente momentanée avec l'Etat russe, mais non la prédominance du *Komintern*.

La poussée communiste en France et en Espagne a produit une immédiate réaction : les Loges anglaises ont fermé pudiquement les yeux sur les affaires d'Espagne ; les hauts grades du Rite Ecossais ont travaillé activement en France à regrouper le Front populaire sous sa houlette en passant doucement le cordon au col du bolchevisme.

Le F.^o. Navachine y collaborait activement depuis le Congrès radical de Biarritz où certains ont retrouvé sa main.

Pendant le juif Radek reconstituait des Loges écossaises en Russie.

Un immense travail de redressement et de stabilisation du socialisme s'opérait en silence.

Staline ne pouvait pas ne pas s'en inquiéter. Il devait lutter contre cette opposition, comme il l'avait fait contre les Trotskystes. Pour la commodité de la propagande populaire, il range tous ses adversaires sous le même nom, mais nous ne serons pas dupes de cet abus de langage.

Si nous ne sommes pas en mesure de contrôler les informations du *Figaro* sur l'intimité de Navachine avec les maréchaux antistaliniens, ni de mesurer les chances d'un complot militaire contre le Parti communiste russe, nous sommes appelés à constater que le F.^o. Navachine était un des agents les plus actifs de la guerre déclenchée par le Rite Ecossais aux communistes et qu'il a expié le reniement de ses anciens maîtres.

En perdant un de ses chefs les plus habiles, la F.^o. M.^o. perd une des chances qu'elle avait de rétablir l'ordre à son profit.

La route s'ouvre désormais plus large aux Nationaux qui doivent seuls rendre à la France son ancienne grandeur.

ÉCHO

La Nationalisation des Chemins de fer.

Nous avons eu plusieurs fois l'occasion de dire que la F.^o. M.^o. demandait la nationalisation des chemins de fer.

Au moment où les caisses de l'Etat sont vides, le rachat des compagnies peut sembler audacieux, mais il est dit que, depuis l'arrivée du F.^o. Blum au pouvoir, toutes les solutions contre-indiquées par le bon sens sont adoptées les yeux fermés.

« Les Loges les réclament ». Ces mots répondent à toutes les objections.

Etablissons donc bien la volonté des Loges.

Sur ce chapitre, elle a été manifestée à nouveau le 26 février 1937 par la L.^o. *Qui ? Vérité ?*, 5, rue Jules Breton, où a été fait une conférence sur « le futur régime des chemins de fer français ».

Le baron Edouard de Rothschild devra probablement distribuer quelques enveloppes.

DÉMASQUONS LES F.^o. F.^o.

La Franc-Maçonnerie dans la Seine-Inférieure

Loges affiliées à la Grande Loge de France

a) — LOGE « L'OLIVIER ECOSSAIS », 2, rue Baudin, Le Havre.

BAUDRY Marcel, Négociant, 24, Brd des Batignolles à Paris (17^e). — Ancien Député de la Loge. — (Annuaire 1920 de la Grande Loge de France).

BERTRAN Samuel, Rentier, 14, rue Cavé à Paris (18^e). — Ancien Député de la Loge. — (Annuaire 1930 de la Grande Loge de France).

BIENVENU Gabriel, Commerçant, 132, rue Victor Hugo, Le Havre. — Ancien Député de la Loge. — (Annuaire 1929 de la Grande Loge de France).

CANTOR James, Employé de commerce, 54, Quai de la Fosse à Nantes. — Ancien Député de la Loge et de la Loge « La Concorde Sétifienne », Sétif, (Algérie). Ancien Président du Chapitre « Les Chevaliers de la Rénovation ». — Compte rendu du Suprême Conseil 1914-1919).

CHARLE Désiré, Rentier, 75, rue J.-B. Eyriés, Le Havre. — Député de la Loge. — (Annuaire 1932 de la Grande Loge de France).

CHAUCHUAT François, Trésorier de la Fédération C.G. T., 18, rue Antoine-Chantin à Paris (14^e). — Ancien Député de la Loge. — (Annuaire 1926 de la Grande Loge de France).

DUCH François, Ingénieur, 4 bis, Impasse Reille à Paris et boîte Postale N° 14 à Lille. — Ancien Député de la Loge. — (Annuaire 1931 de la Grande Loge de France).

DUJOUR Eugène, Le Havre. — Membre de la Loge. Initié le 18 juin 1888. — (Bulletin de la Grande Loge de France, N° 1, 1931).

DUMONT Charles, Capitaine des Sapeurs-Pompiers, 7, rue Dumé-d'Aplemont, Le Havre. — Député de la Loge. — (Annuaire 1932, de la Grande Loge de France).

LE GOUAILLE Pierre, Directeur du Cinéma Gaumont, 16, rue de la Comédie, Le Havre. — Ancien Vénérable de la Loge. — (Annuaire 1928 de la Grande Loge de France).

HALPIN Pierre, Mécanicien, Le Havre. — Radié de la Loge. — (Recueil Périodique et Confidentiel 1928).

HIEBLOT Georges, Chef Mécanicien, 5 bis, rue Beauvallet, Le Havre. — Ancien Vénérable de la Loge. — (Annuaire 1926 de la Grande Loge de France).

MACQUET Albert, Commerçant, 28, rue des Drapiers, Le Havre. — Vénérable de la Loge. — (Annuaire 1932 de la Grande Loge de France).

PERIN, 27, rue Damremont à Paris (18^e). — Ancien Député de la Loge. — (Annuaire 1921 de la Grande Loge de France).

SALGUES Robert, Rédacteur au « Port Autonome », 13, rue Kléber à Sanvic (S. Inf. — Député de la Loge — Annuaire 1932 de la Grande Loge de France).

SALOMON — Membre de la Loge. Elevé le 27 novembre 1931 au Grade de Maître par délégation à la Loge « Cheops » (Paris). — (Bulletin hebdomadaire 795).

(A suivre).

Imprimerie M. CLOIX. Nevers. — Le Gérant Louis BODIN